

NOUVEAUTÉS EN DROIT COMMERCIAL

Journée de formation continue des avocat·e·s 2020



UNIVERSITÉ DE
NEUCHÂTEL

Dr. Lino Hänni
Nouveautés en droit commercial
13 novembre 2020

NOUVEAUTÉS EN DROIT COMMERCIAL

LÉGISLATION



UNIVERSITÉ DE
NEUCHÂTEL

COVID-19: Plus d'assainissements tacites de longue durée, mais des sursis provisoires prolongés

Covid-19

- Ordonnance COVID-19 insolvabilité abrogée au 19 octobre 2020:
l'art. 725 al. 2 CO est à nouveau applicable
- Entrée en vigueur du nouvel art. 293a al. 2 LP le 20 octobre 2020 (RO 2020 4005):

Le sursis provisoire ne peut dépasser quatre mois. Lorsque la situation le justifie, le sursis provisoire peut, sur requête du commissaire ou, si aucun commissaire n'est désigné, du débiteur, être **prolongé de quatre mois au plus**.

Dr. Lino Hänni
Nouveautés en droit commercial
13 novembre 2020

NOUVEAUTÉS EN DROIT COMMERCIAL

LÉGISLATION



Registre
du
commerce

«Modernisation» du registre du commerce, éléments choisis

- Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021 (RO 2020 957)
- Abolition de la déclaration Stampa en tant que justification distincte, mais intégration dans l'acte constitutif ou d'augmentation de capital (cf. art. 629 al. 2 ch. 4 CO)
- Création d'une base de données centrale des personnes (art. 928b CO)
- Consultation en ligne gratuite et en libre accès des inscriptions, statuts et actes de fondation. Autres pièces justificatives accessibles sur demande (art. 936 al. 2 CO).
- Protection de la foi publique en cas d'inscription de faits inexacts (art. 936b al. 3 CO)
- Pas de renvoi aux droits et obligations statutaires des associés dans le contrat de cession de parts sociales d'une Sàrl si l'acquéreur est déjà associé (art. 785 al. 2 CO)

NOUVEAUTÉS EN DROIT COMMERCIAL

LÉGISLATION



Actions au
porteur

La fin des actions au porteur: épilogue

- Conversion automatique des actions au porteur non encore converties: 1^{er} mai 2021 (art. 5 al. 1 disp. trans.)
- Pour les actionnaires qui ne se sont pas conformés à l'obligation d'annoncer selon l'art. 697i CO, droits sociaux suspendus et droits patrimoniaux éteints (art. 7 al. 2 disp. trans.)
- Requête en juridiction gracieuse possible avec l'accord de la société; approbation si l'actionnaire apporte la preuve de sa qualité d'actionnaire
- En l'absence d'accord de la société: action préalable contre la société pour faire reconnaître la qualité d'actionnaire (Message, FF 2019 p. 323)

NOUVEAUTÉS EN DROIT COMMERCIAL

LÉGISLATION

Nouveau droit de la société anonyme (RO 2020 4005)

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021:

- *Comply or explain* sur la représentation des sexes au sein du conseil d'administration et de la direction (art. 734f CO). Délais transitoires: 5 ans pour le CA; 10 ans pour la direction
- Règles relatives à la transparence dans les entreprises de matières premières (art. 964a ss CO)

Nouveau
droit de la
SA

Entrée en vigueur vraisemblablement en 2022, dans les grandes lignes:

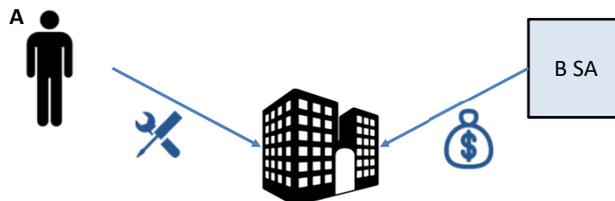
- Assouplissement des règles sur la fondation et le capital
- Amélioration de la gouvernance
- Assemblée générale électronique
- Transfert de l'ORAb dans la loi

NOUVEAUTÉS EN DROIT COMMERCIAL

JURISPRUDENCE

Liquidation de la société simple

TF 4A_328/2019 du 9 décembre 2019



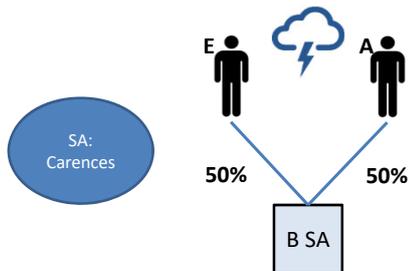
Société
simple

- Le résultat de la société simple s'établit en tenant compte des dettes de la société, mais aussi des apports effectués
- Si l'actif social ne suffit pas à restituer les apports, il existe une perte, qui doit être répartie à parts égales entre les associés, sauf convention contraire (art. 533 al. 1 CO)
- Risque de versement supplémentaire en cas d'apports inégaux

NOUVEAUTÉS EN DROIT COMMERCIAL JURISPRUDENCE

Carence dans l'organisation de la société

TF 4A_499/2019 du 25 mars 2020

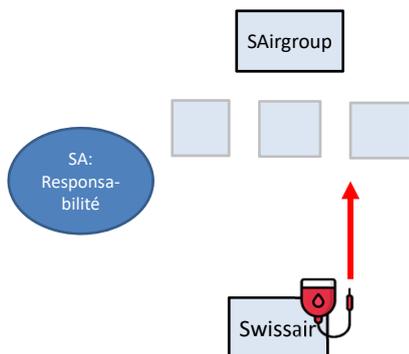


- En matière de carences dans l'organisation, l'intervenant accessoire peut déposer des conclusions propres
- Pas de prétention des actionnaires à une vente aux enchères des actions
- La dissolution selon l'art. 731b CO ne doit pas permettre d'é luder les conditions strictes d'une dissolution sur requête d'un actionnaire au sens de l'art. 736 ch. 4 CO

NOUVEAUTÉS EN DROIT COMMERCIAL JURISPRUDENCE

L'intérêt du groupe dans l'intérêt de la société

TF 4A_268/2018 du 18 novembre 2019

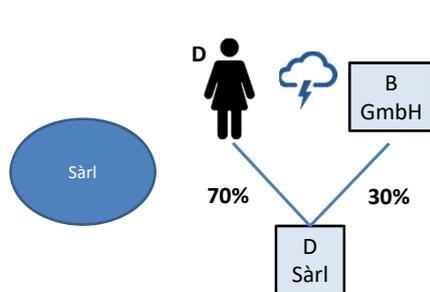


- Dès 2001: prêts non conformes aux conditions du marché
- L'aide financière apportée par Swissair au groupe était néanmoins dans son intérêt, car sa survie dépendait de celle du groupe
- Application de la *business judgment rule* dans l'appréciation de la diligence des administrateurs

NOUVEAUTÉS EN DROIT COMMERCIAL JURISPRUDENCE

Exclusion d'un-e associé-e

TF 4A_447/2019 du 14 avril 2020



- Immixtion de l'associée non gérante dans les affaires de la société, sans en informer la gérante
- Action en exclusion intentée par la société
- Violation grave du devoir de fidélité, justifiant l'exclusion de l'associée non gérante (art. 823 al. 2 CO)

MERCI DE VOTRE ATTENTION !

Lino Hänni
Avenue du 1er-Mars 26
CH-2000 Neuchâtel
Lino.haenni@unine.ch
www.unine.ch